

et la construction. Ainsi un appareil de radiographie vaut un million et demi dans le secteur médical quand il est possible dans un autre secteur de trouver les pièces et de les monter pour 500.000 F, un million pour un bâti avec le « matériel médical » en étiquette ! l'ignorance du médecin paye !

De même pour les profits réalisés par les laboratoires d'analyse. L'ordonnance du 30 décembre 1958, article 6 est d'ailleurs claire. Elle « autorise les C.H.U. à passer des contrats avec les organismes publics ou privés susceptibles d'être associés aux travaux des C.H.U. ».

Mais en contradiction avec cette surconsommation d'une médecine de profit, l'infrastructure hospitalière, la médecine préventive..., sont lamentablement en retard. Considérant la santé comme un produit de consommation quelconque, le capitalisme engendre cette absurdité : « le superflu passe avant l'essentiel » (exactement comme pour l'automobile et l'infrastructure routière) (cf annexe 6).

Le profit est ainsi responsable d'une société totalement absurde et anarchique (urbanisme, transports...), responsable d'une agression quotidienne physique et psychique. Mais au nom du dit profit, le malade plus ou moins névropathe ou simplement fatigué (soit un tiers des malades de cette société) consommera de toute façon des médicaments rentables.

De même, parce que prévenir coûte plus cher que guérir et surtout parce que guérir suppose qu'on mette à jour les véritables facteurs pathogènes, liés à l'organisation du travail et de la société, le capitalisme ne conçoit la médecine « préventive » que comme le parent pauvre de la médecine privée, limitée à des tâches de dépiégeage. Le capitalisme laisse se développer les maladies psychiques ou psychologiques et demande alors aux médecins soit d'interner les malades, soit de les réintégrer tant bien que mal dans la société, c'est-à-dire dans les rapports de production (cf annexe 7). Le rôle répressif de la psychiatrie, visant avant tout à cacher les conflits qui sont à la base des troubles psychiques pour réintégrer l'individu redevenu « normal » dans la société (un certain type de société...) est depuis longtemps dévoilé.

III. LES ORDONNANCES SUR LA SECURITE SOCIALE

Les contradictions introduites par la Sécurité Sociale dans le capitalisme sont donc de deux ordres, nous l'avons vu :

— d'une part l'absence de loi de l'offre et de la demande tendant à faire des assurés sociaux des consommateurs égaux (nous verrons en fait la différence de la « consommation » en santé en fonction des divers « groupes sociaux ») ;

— d'autre part, l'ingérence des travailleurs aussi faible soit-elle dans la répartition du surproduit national.

Aussi, les Ordonnances comprennent-elles deux aspects principaux :

1. Accentuation d'une hiérarchie sociale dans la consommation médicale.

En effet « le transfert des éléments de consommation individuelle en consommation collective ne dissimule pas seulement aux